



HAL
open science

**Compte-rendu de l'ouvrage "Marseille en résistances,
Fin de règnes et luttes urbaines" de Michel Péraldi et
Michel Samson Paris, La découverte, 2020.**

Anne Kletzlen

► **To cite this version:**

Anne Kletzlen. Compte-rendu de l'ouvrage "Marseille en résistances, Fin de règnes et luttes urbaines" de Michel Péraldi et Michel Samson Paris, La découverte, 2020.. [www.delinquance justice et autres questions de société](http://www.delinquance.justice.gouv.fr/la-delinquance-justice-et-autres-questions-de-societe), 2020. hal-02514634

HAL Id: hal-02514634

<https://hal.science/hal-02514634>

Submitted on 22 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Michel Péraldi, Michel Samson, *Marseille en résistances, Fin de règnes et luttes urbaines*, Paris, La découverte, 2019.

Par Anne Kletzlen

Après *Gouverner Marseille* et *Sociologie de Marseille* Michel Péraldi, anthropologue et Michel Samson, journaliste, nous présentent *Marseille en résistances* à la veille de la désignation d'un nouvel édile à la tête de la municipalité. Ce dernier travail ethno-journalistique s'inscrit dans les champs de la sociologie électorale, de la sociologie de l'action publique et de la sociologie urbaine. Il intéressera non seulement les chercheurs, étudiants, professionnels de la politique mais aussi les médias et leurs "clientèles" qui sont sensibilisés aux questions marseillaises.

Les auteurs partent de la mort de 8 personnes lors de l'effondrement de deux immeubles de la rue d'Aubagne le 5 novembre 2018. Ce drame ainsi que la réaction des institutions ont suscité une intense mobilisation collective et une remise en cause de la gouvernance municipale. Les auteurs ne se focalisent pas sur ce dernier point, abondamment nourri par Philippe Pujol dans *La chute du montre* (2019). En revanche, ils tentent d'expliquer comment une telle mobilisation populaire animée par de nombreux collectifs de citoyens a pu soudainement se constituer et être opérationnelle. C'est un des objectifs principaux du livre. Un projet éditorial en est à l'origine, le drame de la rue d'Aubagne a modifié la donne.

La scène politique est envisagée comme un théâtre, elle est animée par des acteurs qui déclament des récits mobilisant divers registres dont le registre émotionnel peu utilisé par les travaux sociologiques. Une telle approche qu'on peut qualifier de dramatique a montré sa pertinence comme il ressort des travaux du sociologue américain Joseph Gusfield (2009).

L'ouvrage est composé de deux parties. La première partie est consacrée à la transformation des anciens cadres politiques. Cette transformation est liée au naufrage institutionnel du parti socialiste marseillais, qui n'est plus un acteur de la vie politique locale. C'est l'objet du chapitre 1, deux facteurs de nature très différente expliquent l'effacement de cette organisation politique. D'une part, les élus concernés ne répondent pas aux codes régissant la scène médiatique. D'autre part, les enquêtes judiciaires ouvertes à l'encontre d'élus socialistes ont distillé un parfum de soupçon.

Le basculement vers de nouveaux référentiels d'action publique s'est opéré, c'est l'objet du chapitre 2, avec le procès de l'ex-vice-présidente du conseil régional pour détournement de fonds publics. En fait, les nouvelles normes juridiques mises en place au niveau national, les systèmes de contrôle institués à l'intérieur des collectivités territoriales ont permis de mettre à jour les dysfonctionnements du clientélisme : ce dernier -qui ne constitue pas une infraction pénale- n'a pas été exercé en faveur des bonnes personnes. Le système de subventions aux associations incriminé a été dévoyé et c'est finalement selon les auteurs ce qui a été reproché à l'élue concernée (p. 51). L'exercice du clientélisme au détriment de ses cibles initiales est pourtant une pratique courante dans les institutions marseillaises comme Cesare Mattina (2016) a pu le montrer.

Parallèlement, commerçants et affairistes ont conquis le pouvoir dans les années 2000 (chapitre 3), succédant aux professeurs, médecins et avocats qui siégeaient au conseil municipal. La nouvelle équipe au pouvoir a mis en place une économie résidentielle dont les commerçants en constituent le cœur (p. 86). Michel Péraldi et Michel Samson montrent la diversité des espaces commerciaux et les différentes logiques qui les animent. Ils observent, en dépit de la création de centres commerciaux qui vident les magasins du centre-ville, la résistance d'une centralité marchande populaire (chapitre 4).

La privatisation est devenue un mode de gouvernance : privatisation de l'espace public, privatisation de l'habitat et de la voirie, privatisation des écoles. Cette privatisation déjà observée par André Donzel (2014) et dont les enjeux ont été mis en exergue notamment par David Mandin (2004) va de pair avec la dégradation des services publics. Celle-ci est l'objet de multiples mobilisations d'habitants ; elles se greffent sur les manifestations émanant des délaissés de la politique municipale (p. 92).

Les recompositions survenues concernent moins les institutions que les acteurs. C'est pourquoi la deuxième partie, novatrice, présente les nouveaux acteurs de la scène politique. Les chapitres 5 et 6 sont consacrés à l'accession de la gente féminine à des fonctions politiques importantes ce qui, loi sur la parité oblige, n'est pas spécifique à Marseille. Le fait que ces femmes ne soient pas issues du sérail politique classique (héritières, médecins etc.), marque une autre transformation du champ politique. Les "lutteuses urbaines" quant à elles sont engagées dans des mouvements citoyens. Cet engagement leur a donné une visibilité plus grande que leur statut d'élues locales d'opposition. Toutefois, toutes ces femmes peinent à s'imposer sur la scène médiatique en tant que leaders car elles sont dépourvues des attributs de la théâtralité.

Les auteurs montrent dans le chapitre 7 les difficultés que rencontre le parti présidentiel - ainsi que la France Insoumise- pour s'implanter localement. En effet, comme le gaullisme avant lui, LREM est un parti conçu pour gagner une élection nationale, les questions locales sont donc secondaires. De plus, comme le gaullisme, il s'inscrit dans la démocratie chrétienne à tel point soulignent les auteurs qu'il en constitue un avatar contemporain (p. 138). Or, diverses formations politiques s'en prévalent aussi et gouvernent Marseille depuis la dernière guerre mondiale. Les terres d'élection sont donc les mêmes pour toutes les organisations politiques relevant de la démocratie chrétienne. De plus, les cibles d'En Marche sont les classes moyennes supérieures, titulaires de diplômes et pratiquant l'excellence scolaire.

En revanche, la France Insoumise -dont le fonctionnement ressemble sur bien des points à celui d'En Marche notamment par le culte du chef et la prise de décision par le haut- est sociologiquement représentée dans la population marseillaise. Mais les citoyens concernés ne vont pas voter (chapitre 9) contrairement à ceux qui soutiennent le RN. Ce dernier parti, arrivé en tête des élections européennes au printemps 2019, entretient également le culte du chef mais fonctionne sur le modèle organisé et structuré des partis traditionnels.

Dans le même temps, comme dans d'autres villes, les collectifs citoyens explosent. Bien sûr, certains d'entre eux existent depuis longtemps comme l'a montré André Donzel (2014). Mais, c'est l'objet du chapitre 8 de l'ouvrage de Michel Péraldi et Michel Samson, ils ont

acquis à la faveur de l'affaiblissement des institutions locales une visibilité nouvelle et le statut d'acteurs politiques. En bref, ils constituent de nouvelles forces politiques (Pascal Perrineau, 2020).

Les collectifs font de la politique d'une manière éloignée des codes et des partis traditionnels : sans hiérarchie, sans organisation, sans leader, en bref par le bas en mobilisant le registre émotionnel. Ils ont pu négocier la charte du relogement directement avec l'Etat sans s'entretenir avec les institutions locales. S'ils marquent ainsi leurs distances avec ces dernières, ils ont toutefois fait leur entrée dans le jeu des élections municipales en se mêlant aux acteurs politiques professionnels. Leur démarche sur certains points ressemble à celle des organisations politiques émergentes (LRM, LFI, RN) ; cette ressemblance est source d'interrogations (p.167).

Ces groupements d'habitants ne sont pas les seuls modes d'expression et d'action collectives. Sur ce point, on peut regretter que Michel Péraldi et Michel Samson ne mettent pas en perspective les uns et les autres notamment quant à leurs interrelations et leurs liens avec les élus. En effet, le maire a toujours refusé de mettre en place les conseils de quartier instaurés par loi de 2002 sur la démocratie de proximité au profit des comités d'intérêt de quartier. Les auteurs l'effleurent à peine, et pourtant c'est une spécificité locale, de nombreux comités d'intérêt de quartier maillent le territoire métropolitain. Structurés en associations, ils fonctionnent de manière pyramidale. Mais leur proximité avec la municipalité entache leur crédibilité même si certains d'entre eux exercent un rôle de contre-pouvoir. Par ailleurs, dans les quartiers labellisés politique de la ville, les conseils citoyens créés en 2014 peinent à s'institutionnaliser.

Contrairement à ces groupements d'habitants, les collectifs citoyens les plus visibles se composent outre de quelques personnalités politiques de "classes créatives précaires". La notion de classe créative, conceptualisée par le géographe américain Richard Florida, est discutée (Rémy et Diane-Gabrielle Tremblay, 2010). Les "classes créatives précaires" marseillaises représentent une population diplômée, essentiellement étudiante, qui vit d'emplois non stabilisés dans la production culturelle et la communication. Elle est apparue dans les années 1990 lorsque la municipalité a installé des centres universitaires en pleine ville.

Cette population qui remplace les ouvriers et employés des industries qui ont fermé contribue à assurer la vie culturelle et sociale. La fameuse série télévisée *Plus belle la vie* pourvoit nombre d'emplois plus ou moins précaires. Ainsi ces classes créatives n'ont pas besoin des élus pour vivre et se mouvoir au sein de la métropole. Débats et échanges rhétoriques tiennent lieu de politique (chapitre 10). D'où un immense fossé et c'est un des apports du livre entre cette population, nombreuse, plutôt jeune et cultivée et les élus, plus âgés, soutenus par des entrepreneurs et commerçants. Ce fossé atteste de ce que la sociologie urbaine nomme un moment de désalignement entre le pouvoir urbain et la société qui n'est pas celle que la municipalité croit représenter (Gilles Pinson, 2018). Ce moment qui se produit actuellement à Marseille existe également ailleurs.

En d'autres termes et c'est la conclusion des auteurs, la ville de Marseille cristallise la fracture sociale et politique qui sourd depuis les années 2000 et que la politique nationale

actuelle rend visible. Aux élites partisanes du néo-libéralisme et d'un Etat réduit à ses fonctions régaliennes, s'opposent des initiatives collectives visant à instaurer localement de nouvelles structures sociales, une nouvelle gouvernance et une autre manière de vivre ensemble. Avec et pour les habitants, sans élus.

C'est là une nouvelle démonstration du caractère de laboratoire social de la deuxième ville de France.

Références bibliographiques :

Donzel André, 2014, *Le nouvel esprit de Marseille*, Paris, L'Harmattan.

Gusfield Joseph, 2009, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.

Mangin David, 2004, *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine*, Paris, Editions de la Villette.

Mattina Cesare, 2016, *Clientélismes urbains gouvernement et hégémonie politique à Marseille*, Grenoble, Presses de sciences politiques.

Péraldi Michel, Duport Claire, Samson Michel, 2015, *Sociologie de Marseille*, Paris, La Découverte, coll. repères.

Péraldi Michel, Samson Michel, 2005, *Gouverner Marseille, Enquête sur les mondes politiques marseillais*, Paris, La Découverte.

Perrineau Pascal, 2020, "Les collectifs citoyens, ces nouvelles forces politiques", *La Provence*, 24 janvier (entretien).

Pinson Gilles, 2018, "Les maires ont peu l'habitude des contre-pouvoirs", *Marsactu*, 15 décembre (entretien).

Pujol Philippe, 2019, *La chute du montre, Marseille année zéro*, Paris, Le Seuil.

Tremblay Rémi, Tremblay Diane-Gabrielle (dir.), 2010, *La classe créative selon Richard Florida. Un paradigme urbain plausible ?*, Rennes, PUR.